Paul M.G. Levy (*)

LES CONDITIONS DE PAIX DE LA RADIO NAZIE

Chacun dépend de l'information. Il doit la croire en dépit de la résistance de sa raison si elle est confirmée encore et encore et qu'elle n'est pas réfutée... Contre les nouvelles chacun est impuissant pour autant qu'il ne puisse s'en remettre qu'à lui-même.

(Eugen HADAMOVSKY,
Propaganda und Nationale Macht,
Berlin, 1933).

L'été de 1940 fut à Berlin une période de grande euphorie. Toute la côte atlantique de l'Europe, du Cap Nord à la Bidassoa, était aux mains du Führer. La chute de la Grande-Bretagne ne pouvait tarder. Il était grand temps de mettre en place le dispositif de paix qui consacrerait la victoire.

Le 15 août, Leopold Gutterer, Directeur II et bientôt Secrétaire d'Etat au Ministère de la Propagande, informait son Ministre des dispositions qu'il prenait dans ce sens. Par une note intitulée : *« Conditions de paix dans le*

(*) L'auteur, actuellement professeur à l'Université Catholique de Louvain, était au début de la guerre chef des services de reportage de la radio belge d'expression française. Revenu sur le continent en 1944 comme correspondant de guerre, il fut le premier journaliste occidental amené à Berlin en 1945 par les Américains (correspondant auprès de la 2nd Armored Division). Lors de fouilles opérées à l'époque dans les ruines du Ministère de la Propagande, il trouva divers dossiers d'un intérêt particulier. Notamment : celui de l'annexion de Dantzig au Reich (déposé aux Archives de la Deuxième Guerre Mondiale à Paris, le texte original de la proclamation de Forster se trouvant au Musée Royal de l'Armée à Bruxelles), des parties du dossier de la *Radio Union* et de l'*Interradio A.G.*, le dossier *Krieg in Aether*, et enfin le dossier dont il sera question ici : *Friedensmappe Rundfunk* (déposés Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale, Bruxelles).
L'auteur enseigne la sociologie de la communication et la sociologie de la paix et de la guerre.

domaine de la radio », il annonçait au Dr Goebbels qu'il venait d'avoir à ce sujet un entretien avec le *Reichsintendant* Dr Glasmeier et le *Reichssendeleiter* Hadamowsky (1).

Les trois hommes, disait-il, avaient examiné les conditions qu'on pourrait imposer aux radios vaincues dans le cadre de négociations de paix. Ils estimaient tous trois qu'il était indispensable d'assurer la domination de l'industrie de la radio dans la zone d'influence de l'Allemagne nazie. Trois possibilités d'action dans les divers pays avaient été envisagées :

1) par les émetteurs allemands sans utilisation des émetteurs nationaux,

2) par des émetteurs extra-territoriaux camouflés en émetteurs « européens »,

3) par des émetteurs apparemment nationaux mais en réalité sous l'influence de Berlin.

Ces trois possibilités devaient être à la base de modèles dont il serait possible de s'inspirer lors des négociations de paix selon les situations nationales. Des propositions concrètes allaient être mises au point et soumises dans les dix jours au Ministre.

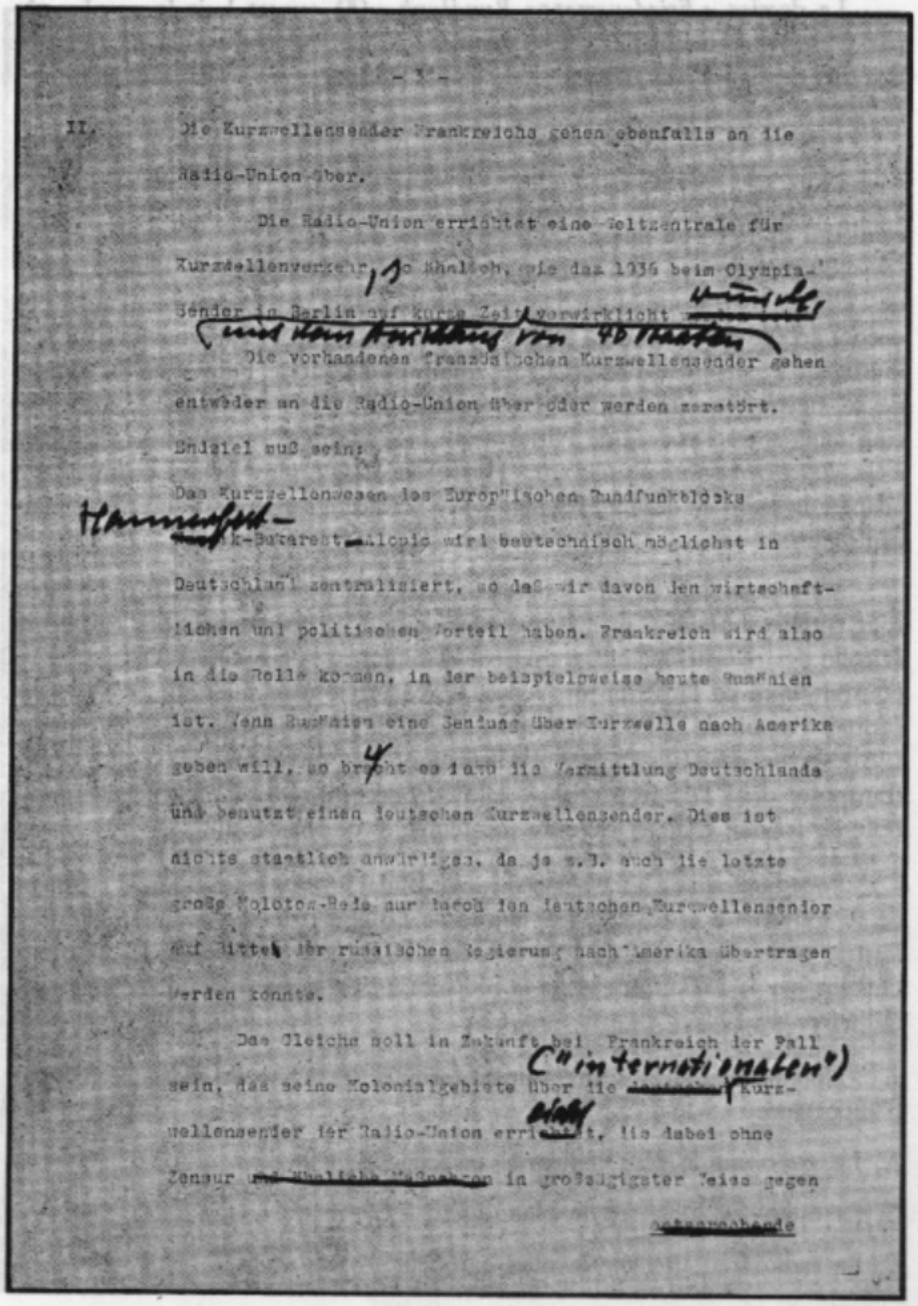
En tout état de cause, les mesures préconisées devraient permettre l'établissement de la maîtrise du Reich sur les industries fournissant émetteurs et récepteurs de telle façon que rien ne puisse atténuer une emprise matérielle et intellectuelle durable.

⁂

Le *Reichssendeleiter* Hadamowsky se mit aussitôt au travail.

Dès le 23 août il soumettait ses projets à Gutterer. Parant au plus pressé,

(1) Les trois personnages de cette action étaient des hommes importants.
Leopold Gutterer (° 25-4-02 à Baden-Baden) était membre du parti depuis 1925. Créateur de plusieurs publications nazies de la première heure, il fit divers séjours en prison sous la République de Weimar. Dès mars 1933, il fut appelé au Ministère de la Propagande dont il devint un des Secrétaires d'Etat en 1941. Plus tard, lorsque la guerre tourna mal, il fut nommé président de la Ufa puis se camoufla en sous-officier des blindés. Il avait été membre de la direction nationale de la propagande et SS-Brigadeführer.
Heinrich Glasmeier (° 5-3-92 à Dorsten), docteur en philosophie et archiviste, ancien combattant de 1914-18 et membre des corps francs, avait dirigé le parti en Nord-Westphalie depuis 1932. Intendant de la Westdeutsche Rundfunk en 1933, il était devenu « Präsidialrat » de la Chambre de radio du Reich. En 1937, il avait été nommé « Reichsintendant » et Directeur Général de la Reichsrundfunkgesellschaft. SS-Oberführer, il était expert en « Rassenkunde ».
Eugen Hadamowsky (° 14-12-04 à Berlin), animateur des organisations d'auditeurs de radio, militant nazi qui s'était distingué par ses prises de position publiques en faveur de Hitler, théoricien de la propagande, chargé de mission dès 1931 à Berlin puis à Munich au sein du parti, il devient en 1933 Reichssendeleiter du Deutschlandsender et directeur à la Reichsrundfunkgesellschaft. Fondateur de la Chambre de radio du Reich (et vice-président), président dès 1935 de la communauté de télévision de ladite Chambre. Il allait devenir en 1943 chef d'état-major de la direction nationale de la propagande du parti. Reichskultursenator et NSKK-Brigadeführer.



II. Die Kurzwellensender Frankreichs gehen ebenfalls an die Radio-Union über.

Die Radio-Union errichtet eine Weltzentrale für Kurzwellenverkehr, so ähnlich, wie das 1936 beim Olympia-Sender in Berlin auf kurze Zeit verwirklicht [illegible]

Die vorhandenen französischen Kurzwellensender gehen entweder an die Radio-Union über oder werden zerstört.

Endziel muß sein:

Das Kurzwellenwesen des Europäischen Rundfunkblocks [illegible]-Bukarest-Salonik wird betechnisch möglichst in Deutschland zentralisiert, so daß wir davon den wirtschaftlichen und politischen Vorteil haben. Frankreich wird also in die Rolle kommen, in der beispielsweise heute Rumänien ist. Wenn Rumänien eine Sendung über Kurzwelle nach Amerika geben will, so bringt es dazu die Vermittlung Deutschlands und benutzt einen deutschen Kurzwellensender. Dies ist nichts staatlich Anrüchiges, da ja z.B. auch die letzte große Molotow-Rede nur durch den deutschen Kurzwellensender auf Bitten der russischen Regierung nach Amerika übertragen werden konnte.

Das Gleiche soll in Zukunft bei Frankreich der Fall sein, daß seine Kolonialgebiete über die [illegible] Kurzwellensender der Radio-Union erreicht, die dabei ohne Zensur [illegible] in großzügigster Weise gegen

[illegible]

1. Une page du projet Hadamowsky avec les corrections de Glasmeier et Gutterer. Les guillemets de l'*« internationalen »* sont particulièrement savoureux.

il traitait uniquement de la France, elle seule étant à ce moment-là dans une situation qui permettait d'envisager une négociation.

Le dossier « *Friedensmappe Rundfunk* » (2) ouvert huit jours plus tôt par Gutterer s'enrichissait d'un document auquel ses chefs allaient apporter peu de modifications. Depuis longtemps Hadamowsky avait rêvé d'un tel projet ; il était enfin à pied d'œuvre !

Car ce nazi de qualité était un vrai amateur de radio. L'amour de Hitler, du *Führerprinzip* et de la radio se confondaient dans son cœur. L'idée de celui qui derrière un micro s'adresse seul à des masses innombrables et qui les subjugue sans qu'elles puissent répondre lui paraissait être l'image même de l'*Übermensch* n'admettant pas la réplique. Alors que le nazisme n'avait pas encore accédé au pouvoir, il s'était livré à diverses manifestations qui ne permettaient à personne d'ignorer son admiration pour le Führer et sa volonté de se mettre à sa disposition. La récompense n'allait pas tarder ; moins de cinq mois après l'arrivée de Hitler à la Chancellerie, il était nommé directeur à la *Reichsrundfunkgesellschaft*. Horst Dressler-Andres avait commencé à adapter la radio au régime. Hadamowsky présida à son épuration et à sa réorganisation.

Mais pour lui, depuis longtemps aussi, la puissance de la radio était tout entière soumise à sa maîtrise économique. La fabrication des émetteurs et celle des récepteurs lui paraissaient étroitement conditionner l'usage qu'on pourrait faire de l'instrument. Ayant opéré sur le plan intérieur, il avait désormais l'espoir de pouvoir opérer au niveau de l'Europe et bientôt du monde. L'Allemagne avait un *Führer*, l'Allemagne était un *Führer*, la radio devait transposer dans l'éther la réalité politique découlant de la double victoire ; celle de janvier 1933 et celle du printemps et de l'été 1940.

Pour bien situer les plans remis par Hadamowsky le 23 août, il convient de se souvenir à la fois de son fanatisme hitlérien, de son intérêt pour l'industrie et le commerce de la radio, de son enthousiasme pour les résultats obtenus par la radio nazie dans la préparation de la guerre et dans les succès militaires de 1940.

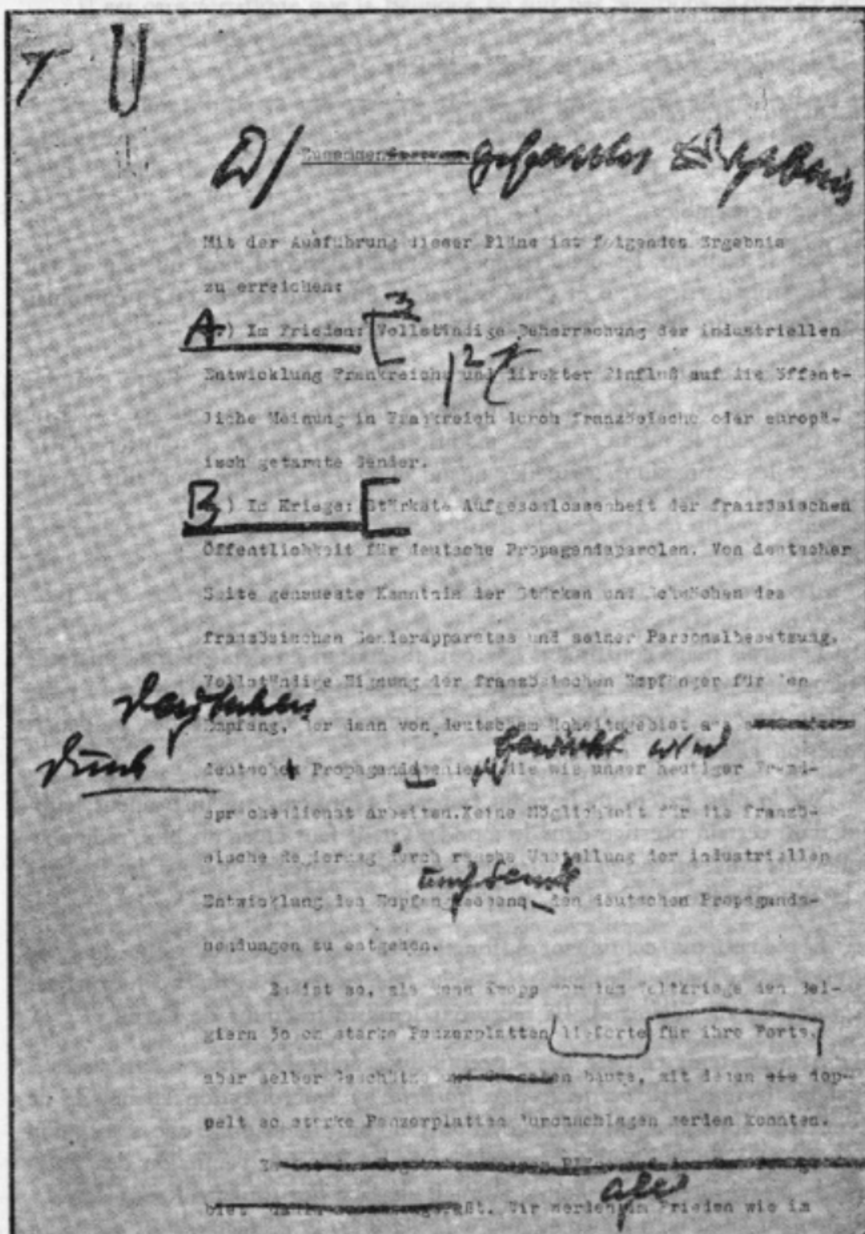
Homme d'affaires avant tout, il formula ses plans en ordre décroissant d'importance :

A. La radio sur le plan industriel et économique.

B. La radio française sur le plan intérieur.

C. La radio française sur le plan extérieur.

(2) Le dossier « *Friedensmappe Rundfunk* » contient :
a) la note Gutterer à Goebbels du 15-8-40
b) le projet Hadamowsky du 23-8-40
c) les corrections du précédent au crayon rouge par Glasmeier et Gutterer
d) la copie de la frappe finale du 24-8-40 destinée à Goebbels.



[illegible]

Mit der Ausführung dieser Pläne ist folgendes Ergebnis zu erreichen:

A) Im Frieden: Vollständige Beherrschung der industriellen Entwicklung Frankreichs und direkter Einfluß auf die öffentliche Meinung in Frankreich durch französische oder europäisch getarnte Sender.

B) Im Kriege: Stärkste Aufgeschlossenheit der französischen Öffentlichkeit für deutsche Propagandaparolen. Von deutscher Seite genaueste Kenntnis der Stärken und Schwächen des französischen Senderapparates und seiner Personalbesetzung. Vollständige Eignung der französischen Empfänger für den Empfang, der dann von deutschem Hoheitsgebiet aus [illegible] deutschen Propagandasender [illegible] die wie unser heutiger Fremdsprachendienst arbeiten. Keine Möglichkeit für die französische Regierung durch rasche Umstellung der industriellen Entwicklung des Empfangswesens den deutschen Propagandasendungen zu entgehen.

Es ist so, als wenn Krupp vor dem Weltkriege den Belgiern so und so starke Panzerplatten lieferte für ihre Forts, aber selber Geschütze [illegible] baute, mit denen sie doppelt so starke Panzerplatten durchschlagen werden konnten.

[illegible]

[illegible] Wir werden im Frieden wie im

2. Les conclusions du projet avec la référence à l'attitude de Krupp avant 1914 (voir plus loin).

Gutterer corrigea aussitôt cette façon de présenter les choses : Goebbels ne les voyait certes pas de cette manière et devait être de ceux qui mettaient l'intendance au second plan. A l'intention du Ministre, il réordonna donc les trois plans Hadamowsky :

A. La radio française sur le plan extérieur.

B. La radio française sur le plan intérieur.

C. La radio sur le plan industriel et commercial.

D. Vue d'ensemble.

Sur le contenu, les deux compères étaient d'accord ainsi que sur le fait que les trois parties A, B et C ne pouvaient être considérées qu'en combinaison : isolément, elles ne présentaient pas d'intérêt.

Le document, remanié à l'intention de Goebbels, vaut d'être examiné de près. Nous en donnerons la synthèse en mentionnant au passage — là où elles paraissent le mériter — les modifications du crayon de Gutterer-Glasmeier et les expressions textuelles quand elles révèlent une mentalité ou un état d'esprit.

***

Les trois plans constituant un tout, il faudrait en dépit d'une apparente hétérogénéité, qu'on les fasse passer ensemble lors des négociations de paix. Il était donc indispensable, écrivait Hadamowsky, d'obtenir dès le départ l'adhésion globale du Ministre.

Sur le plan extérieur, la radio française représente un instrument jouissant d'un certain prestige dans le monde. Or, il faut créer un bloc radiophonique sans faille en forme de triangle ayant pour sommets Narvik, les Balkans et le Pays Basque.

Les émetteurs continuant à fonctionner en France devraient donc de façon plus ou moins dissimulée (*« mehr oder weniger verhüllt »*) exprimer un point de vue allemand. Ils recevront leurs instructions de Berlin.

Afin de tenir compte des susceptibilités françaises, cependant aisées à satisfaire (*« leicht zu befriedigende Ehrliebe »*) leur direction allemande ne devrait pas apparaître de façon voyante. On constituera donc une association internationale dont feront également partie les réseaux d'émission des Pays-Bas, de Norvège et des Balkans. Il s'agit de la *« Europäische Radio-Union »* comprenant aussi bien les émetteurs *« de Bucarest et d'Hammerfest que celui d'Allouis »*.

Le traité avec la France mentionnera en particulier qu'elle paiera une cotisation annuelle à cette « Union » (association, corporation ou société) dont le siège est déjà fixé à Berlin et dont l'émetteur d'Allouis au moins serait membre du côté français. Cet émetteur est mentionné à plusieurs reprises. Il ne faut pas oublier qu'il s'agissait à l'époque de l'émetteur le plus puissant

d'Europe (900 kw), du dernier cri de la technique et qu'il était tombé intact aux mains de la Wehrmacht (3).

Il est caractéristique que la Belgique ne soit pas mentionnée dans ce contexte. C'est que tous ses émetteurs avaient été mis hors d'usage avant l'arrivée des troupes nazies et que celles-ci avaient été obligées de les remplacer par des émetteurs militaires sur camions réglés sur les anciennes longueurs d'onde belges. Jamais politique de la terre brûlée n'avait été menée de façon aussi radicale dans le domaine de la radio (4).

Hadamowsky, tout en soulignant qu'il conviendra de voir ce qu'on pourra imposer aux Français, suggère que le domaine d'Allouis soit doté d'un statut d'extra-territorialité. Ainsi, dit-il, la police française ne pourrait pas y intervenir et les groupes pro-allemands travaillant en France pourraient y trouver refuge en cas de nécessité.

La *« Radio Union »* devra finalement avoir les mêmes relations avec les émetteurs des divers pays que celles que la *Reichsrundfunk* entretient avec tous les émetteurs du Reich. Exactement de la même façon que des citoyens des diverses régions peuvent diriger des émetteurs dépendant de la grande organisation allemande, un Français pourrait être chargé de diriger l'émetteur situé en France. Mais Glasmeier rectifie : *« un né Français »*... peut-être a-t-il déjà son candidat. D'ailleurs, Hadamowsky avait lui-même donné un exemple : *« Si nous arrivions à avoir un émetteur de ce genre à Londres, son chef devrait être Lord Haw-Haw »* (5). La *« Radio Union »* étant fondée à ce moment-là à Berlin, toute la machinerie allemande était en place.

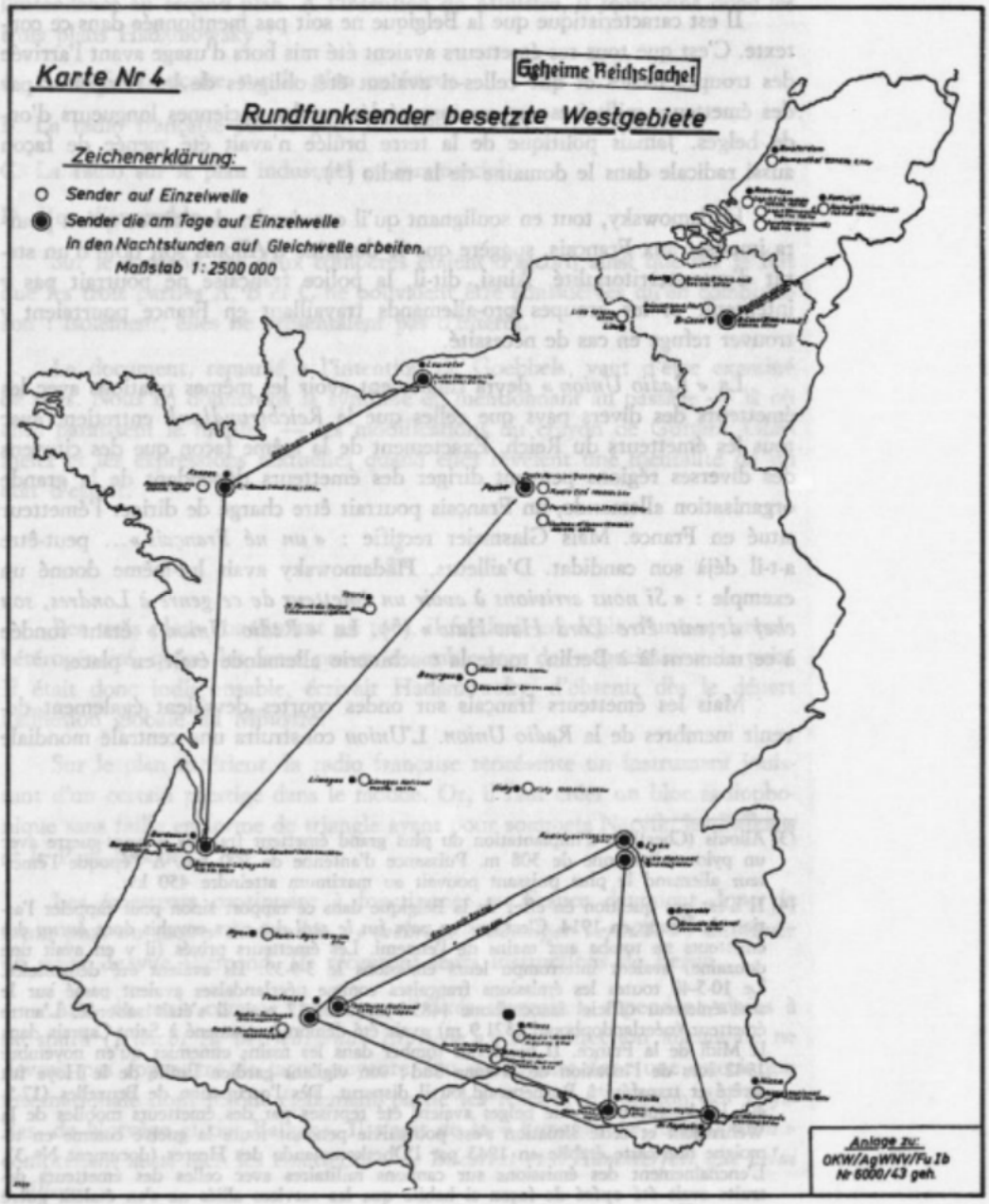
Mais les émetteurs français sur ondes courtes devraient également devenir membres de la *Radio Union*. L'*Union* construira une centrale mondiale

---

(3) Allouis (Cher)lieu d'implantation du plus grand émetteur français d'avant-guerre avec un pylone d'antenne de 308 m. Puissance d'antenne de 900 kw. A l'époque l'émetteur allemand le plus puissant pouvait au maximum atteindre 450 kw.

(4) Il n'est pas question en effet de la Belgique dans ce rapport sinon pour rappeler l'action de Krupp en 1914. C'est que ce pays fut *le seul* des pays envahis dont *aucun* des émetteurs ne tomba aux mains de l'ennemi. Les émetteurs privés (il y en avait une douzaine) avaient interrompu leurs émissions le 3-9-39. Ils avaient été démantelés. Le 10-5-40 toutes les émissions françaises comme néerlandaises avaient passé sur le seul émetteur officiel francophone (483.9 m.). Le 17 mai, il s'était sabordé. L'autre émetteur (néerlandophone) (321.9 m) avait été démonté et amené à Saint-Caprais dans le Midi de la France. Il ne devait tomber dans les mains ennemies qu'en novembre 1942 lors de l'invasion de la zone Sud ; son vigilant gardien Emile de le Hoye fut arrêté et transféré à Buchenwald où il disparut. Dès l'occupation de Bruxelles (17-5-40) les longueurs d'onde belges avaient été reprises par des émetteurs mobiles de la Wehrmacht et cette situation s'est poursuivie pendant toute la guerre comme en témoigne une carte établie en 1943 par l'Oberkommando des Heeres (document N° 3). L'enchaînement des émissions sur camions militaires avec celles des émetteurs détruits avait été opéré de façon si habile que les services alliés ne s'en étaient guère aperçu. Voir notamment dans l'ouvrage (pour le reste excellent) de Tangye LEAN, *Voices in the Darkness* (London, Secker and Warburg, 1943), les diverses mentions de *« German controlled Brussels »* à partir du 20 mai 1940 (avec indication exacte le 16 et le 18 mai d'une *« Belgian radio transmitting from Lille »* et la mention inexacte du fait que les émetteurs tombèrent intacts aux mains de l'ennemi.

(5) William Joyce dit Lord Haw-Haw, l'annonceur des émissions nazies en anglais, ainsi baptisé par les Anglais pour sa voix de rogomme. Equivalent britannique de Ferdonnet « le traître de Stuttgart ».



3. La carte des émetteurs des pays occupés à l'Ouest. Réseaux français et hollandais intacts. Pour le réseau belge seulement, chacun des émetteurs est accompagné de la mention « *fabrb.* » (pour *fahrbar* = mobile).

d'émetteurs sur ondes courtes sur le modèle de ce qui fut fait en 1936 pour les Jeux Olympiques de Berlin avec le concours de 40 Etats. Tous les émetteurs français sur ondes courtes non transférés à la *Radio Union* seront détruits.

L'objectif sera en effet de centraliser dans le Reich l'ensemble des possibilités en ondes courtes du bloc européen. Ainsi la suprématie des nazis sera assurée, et cela aussi sur le plan économique et politique. (Hadamowsky n'oublie jamais l'économie). Et le *Reichssendeleiter* commente : *« La France serait ainsi dans la situation qui, dès à présent, est celle de la Roumanie qui, lorsqu'elle veut s'adresser par ondes courtes aux Etats-Unis, doit demander l'intermédiaire de l'Allemagne et utiliser un émetteur allemand... Cela n'a rien d'indigne pour un Etat : ce fut le cas pour le dernier grand discours de Molotow qui n'a pu être relayé vers l'Amérique que par l'intermédiaire d'un émetteur allemand sur ondes courtes et cela à la demande expresse du gouvernement russe ».*

A l'avenir, la France ne pourrait donc plus atteindre ses territoires coloniaux que par l'intermédiaire de l'émetteur *« international »* (6) sur ondes courtes de la *Radio Union* qui, sans censure et donc d'une façon particulièrement généreuse (*grosszügig*) serait mis à la disposition des Français. En temps de guerre, toutes les liaisons seraient automatiquement entre des mains allemandes. La force dominant le monde (*« weltherrschende Macht »*) de l'émetteur central à ondes courtes obligera ainsi de nombreux pays extra-européens à pratiquer des échanges culturels par l'intermédiaire de la *Radio Union* et de faire passer par elle toutes les émissions d'Est en Ouest et d'Ouest en Est. *« Ainsi l'Allemagne deviendra la puissance radiophonique dominant le monde et cela au centre de l'Univers »* !

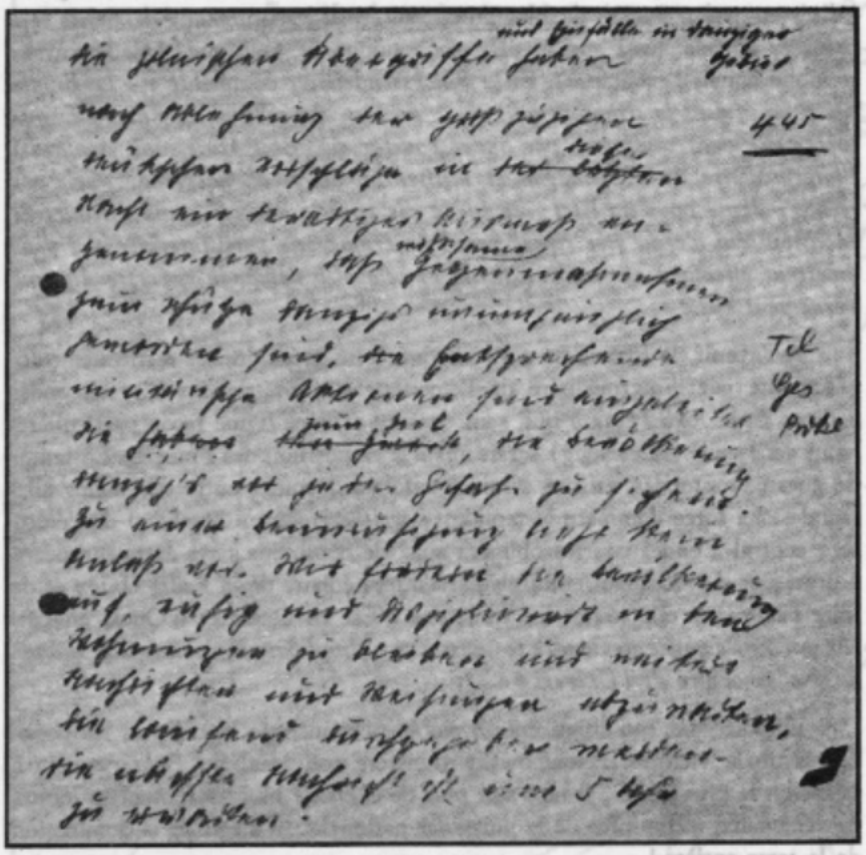
Emporté par son sujet, enivré par la puissance de la radio et les possibilités de la victoire, Hadamowsky transfère son idéal du *Führerprinzip* à l'échelon le plus élevé : il ne s'agit plus de chefs de bloc, de potentats locaux ou régionaux, même plus de la puissance nationale : il s'agit de la domination de la terre entière !

⁂

Sur le plan intérieur français l'ambition n'est pas moins grande. Là aussi on est dans le domaine du totalitaire.

Il faut éviter que la population française soit le siège de pensées hostiles à l'Allemagne. Les mouvements revanchards devront être étouffés dans l'œuf. Il faut donc prendre les choses à la base, il faut se trouver à la source de la diffusion. L'achat de journaux servant les objectifs nazis ne présentera aucune difficulté, *« la corruption des esprits étant un trait permanent de la*

(6) Le mot « international » et les guillemets ont été ajoutés au texte Hadamowsky par Glasmeier.



4. Manuscrit de la première émission de la Deuxième Guerre mondiale : texte diffusé sous les ordres de Diewerge par Radio-Danzig le 1er septembre 1939 à 4 heures 45 du matin. Remarquer les ajoutes et corrections soulignant la thèse de la provocation et de l'opération limitée : *« und Einfälle in danziger Gebiet » « in diesen Nacht » « wirksame » « zum Ziel »* (et incursions dans le territoire de Danzig, cette nuit, efficaces, pour but final). Le texte peut se traduire comme suit : « Les agressions polonaises et les incursions dans le territoire de Danzig ont, après le rejet des magnanimes propositions allemandes, pris cette nuit une telle ampleur que des contre-mesures efficaces pour la protection de Danzig sont devenues indispensables. Les actions militaires y relatives ont commencé. Elles ont comme but final de garantir la population de Danzig de tout danger. Nous appelons la population à rester calme et disciplinée dans les maisons et d'y attendre d'autres directives et instructions qui seront données sans interruption. Les prochaines informations peuvent être attendues aux environs de 5 heures ».

vie politique française. Les journaux français de 1914 touchaient déjà presque tous des fonds secrets russes. De 1935 à 1939 ils ont été payés par la juiverie et les munitionnaires franco-anglo-américains ».

Or, aujourd'hui la formation des masses ne se fait plus par la presse mais par la radio. Cela a d'ailleurs été reconnu par le Ministre français Georges Mandel : sinon, pourquoi aurait-il étatisé les nombreux émetteurs privés qui existaient en France ?

Il faudra utiliser cette situation comme base de départ. On respectera donc le monopole réalisé par Mandel, mais on le privatisera. Il faudra désétatiser la radio et transformer le monopole en monopole privé par actions. Il suffira alors que la majorité de ces actions vienne dans des mains allemandes pour que, sans choquer personne, l'objectif soit réalisé. En effet, la radio continuera à recevoir ses instructions d'un gouvernement français, mais la majorité au sein des conseils et des assemblées générales permettra d'éviter que des campagnes anti-allemandes puissent se développer. Les apparences seront sauves et l'essentiel sera toujours préservé.

Mais on ne saurait trop insister sur l'importance de l'infrastructure économique et commerciale. La radio allemande n'aurait jamais pu subjuguer d'immenses auditoires sans le secours des *Volksempfänger* (récepteurs populaires très bon marché) et des *Deutsche Kleinempfänger* (petits récepteurs allemands). L'efficacité demande donc des réalisations commerciales exigeant une politique industrielle et économique.

Le choix des longueurs d'onde et des procédés de diffusion crée des possibilité de pénétration et des zones d'imperméabilité qu'il ne faut pas négliger. Si les Français décidaient par exemple de recourir à la radio-distribution, la sélection des programmes serait faite dans les centrales et l'action des émetteurs non désirés par leur gouvernement annulée faute d'écoute. Il en serait de même s'ils se mettaient à travailler en ondes ultra-courtes à faible portée. Une politique industrielle dans le domaine de la radio doit donc être prévue en France. Encore que les objectifs poursuivis soient radicalement différents de ceux qui sont poursuivis en Allemagne, ici comme là c'est le choix des types de récepteurs et d'émetteurs qui déterminera les chenaux de communication. Le responsable du Plan de Quatre ans et le Ministre de l'Economie ([7]) seront donc invités à se joindre à l'exécution d'une politique industrielle en France dont voici les grandes lignes :

1) La S.F.R. (Société Française de Radio-Electricité), entreprise française de fabrication d'émetteurs, sera dotée d'un monopole mais sera désétatisée. La majorité des actions de la nouvelle société passera dans des mains allemandes.

(7) Hermann Goering et Walter Funk.

2) Une société semblable sera créée dans le domaine de la réception. Elle aura le monopole de la fabrication des récepteurs et des valves électroniques. Ici aussi la majorité des actions passera dans des mains allemandes.

3) Les brevets mis en application ou en vente pour la fabrication des émetteurs en France devront pouvoir être acquis par l'industrie allemande. Ici encore des sociétés dans lesquelles des Allemands détiendront la majorité des actions seront utilisées pour atteindre l'objectif.

De cette façon la France ne pourra plus construire d'émetteurs autres que ceux des types convenant à l'Allemagne. Il en sera de même pour les récepteurs. Tandis que, en Allemagne, des récepteurs sans cesse meilleur marché devront permettre d'entendre au moins un émetteur allemand, en France les récepteurs devront toujours être perméables à la propagande allemande qu'elle vienne de France ou d'Allemagne. Ceux qui ne rempliraient pas cette condition devront être éliminés du marché. Cette ultime stipulation est de la main de Gutterer.

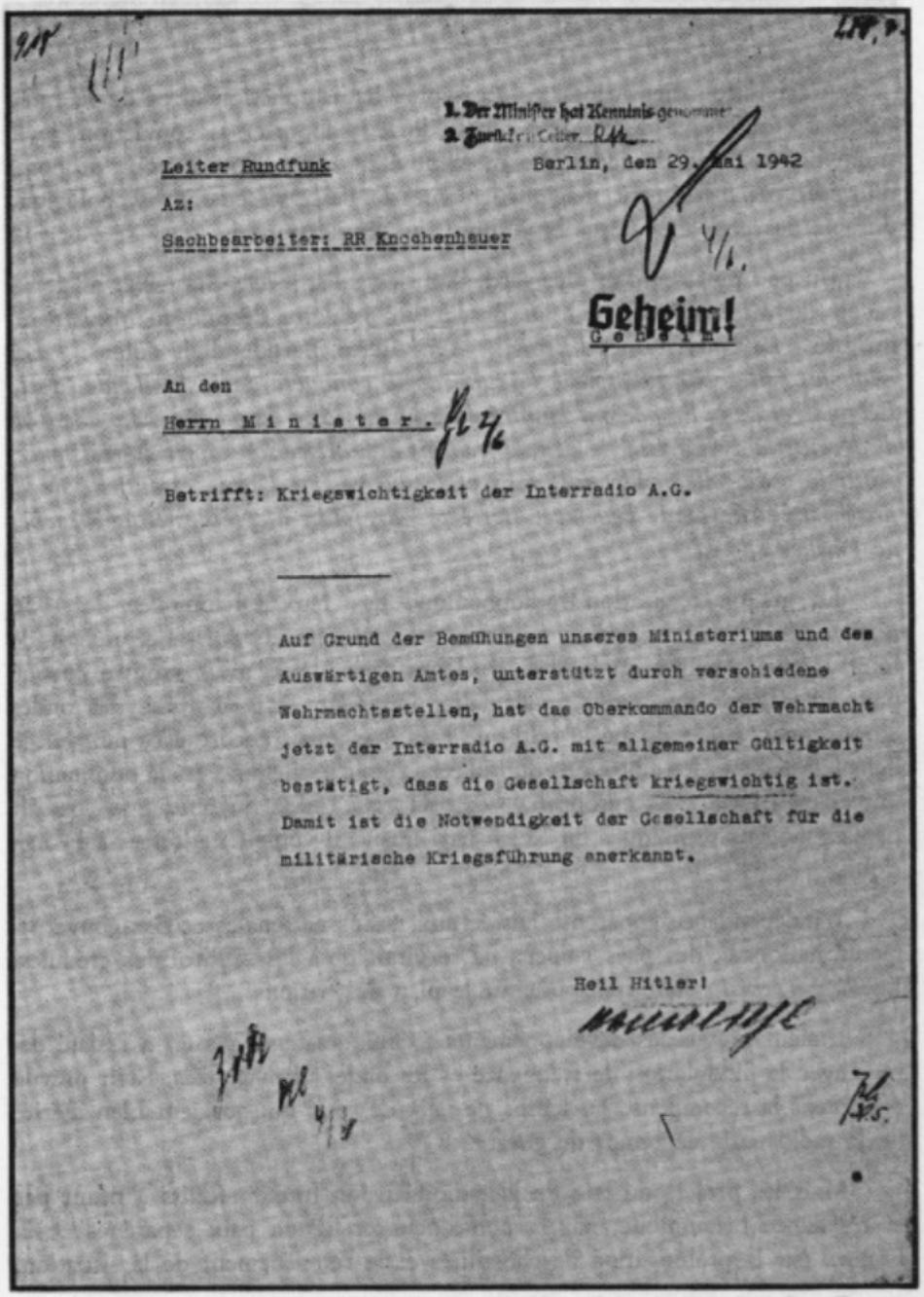
On se rend compte que les dernières considérations sont fondamentales au regard d'Hadamowsky : il rêve d'une industrie française de la radio entièrement asservie à l'Allemagne. Pour lui, il ne fait pas de doute que, ainsi techniquement canalisées, ce sont toujours la volonté et l'information allemandes qui seront convoyées vers les auditeurs français. D'où ses conclusions :

a) En temps de paix, il y aura en permanence influence directe sur l'opinion publique française soit par des émetteurs « français », soit par des émetteurs camouflés en « européens ». Il y aura aussi maîtrise totale du développement industriel français.

b) En temps de guerre, l'opinion française sera exposée en permanence à la propagande allemande. Les Allemands auront une connaissance parfaite des points faibles du réseau français et de son personnel. Les récepteurs français recevront toujours les programmes allemands réalisés en territoire allemand et porteurs de propagande allemande. Les autorités françaises n'auront aucune possibilité d'y échapper par une modification rapide des produits de leur industrie.

Et ici pour la première et la seule fois dans ce document exceptionnel, il va être question de la Belgique. Hadamowsky écrit : *« Ce sera exactement comme lorsque Krupp avant la première guerre mondiale livrait aux Belges des plaques de blindage de 30 cm destinées à leurs forts et fabriquait en même temps des canons et des grenades avec lesquels des plaques de blindage deux fois aussi fortes pourraient être transpercées. Nous aurions ainsi la possibilité en paix comme en guerre d'atteindre toujours le peuple français en court-circuitant son administration et son gouvernement ».*

La comparaison a dû paraître heureuse à Gutterer qui l'a laissée sub-



1. Der Minister hat Kenntnis genommen
2. Zurück an Leiter RR

Leiter Rundfunk

Berlin, den 29. Mai 1942

Az:

Sachbearbeiter: RR Knochenhauer

Geheim!

An den

Herrn Minister.

Betrifft: Kriegswichtigkeit der Interradio A.G.

Auf Grund der Bemühungen unseres Ministeriums und des Auswärtigen Amtes, unterstützt durch verschiedene Wehrmachtsstellen, hat das Oberkommando der Wehrmacht jetzt der Interradio A.G. mit allgemeiner Gültigkeit bestätigt, dass die Gesellschaft kriegswichtig ist. Damit ist die Notwendigkeit der Gesellschaft für die militärische Kriegsführung anerkannt.

Heil Hitler!

5. Le 29 mai 1942, Diewerge annonce à Goebbels que la société par actions Interradio est déclarée d'intérêt de guerre. Le ministre en prend connaissance le 2 juin.

sister... tout en faisant cependant disparaître les simples *grenades* mentionnées par Hadamowsky dans son inconditionnel enthousiasme.

⁂

Ainsi raisonnaient alors les trois plus hauts fonctionnaires de la radio nazie. La campagne de l'Ouest venait de leur apporter la conviction de la toute puissance de la radio. Le moment était donc propice pour proposer d'utiliser cet instrument magique en vue de l'asservissement psychologique durable des peuples vaincus et d'abord du peuple français.

Un peu plus d'un an plus tard, l'un des trois, le Dr Glasmeier allait recevoir du *Ministerialdirigent* Dr Berndt un mémoire destiné au Ministre et intitulé *« La Guerre dans l'Ether »*. Avec fierté, Berndt allait noter : *« Les enquêtes faites par exemple à la suite de la conquête de la Hollande, de la Belgique et de la France ont montré dans quelle forte mesure la radio allemande a réussi à démoraliser le peuple français et à briser son esprit de résistance. Ainsi la radio allemande qui, dans cette guerre, est l'arme essentielle de la propagande allemande peut avec fierté prendre place à côté des trois branches de l'armée »* (8).

La grande réalisation radiophonique des Jeux Olympiques de 1936 n'avait été qu'une répétition générale de potentats en puissance rêvant de tenir l'univers habité au bout... de leurs ondes. Elle avait montré ce que pourrait devenir une radio tentaculaire prétendant à la maîtrise des ondes européennes. Etant donné le rôle que l'Europe jouait encore à ce moment-là dans le monde et les ambitions du Führer, c'était le chemin vers la domination universelle. Déjà l'Est européen — y compris l'Union Soviétique — passait par les moyens techniques du Reich nazi quand il voulait s'adresser à l'Amérique.

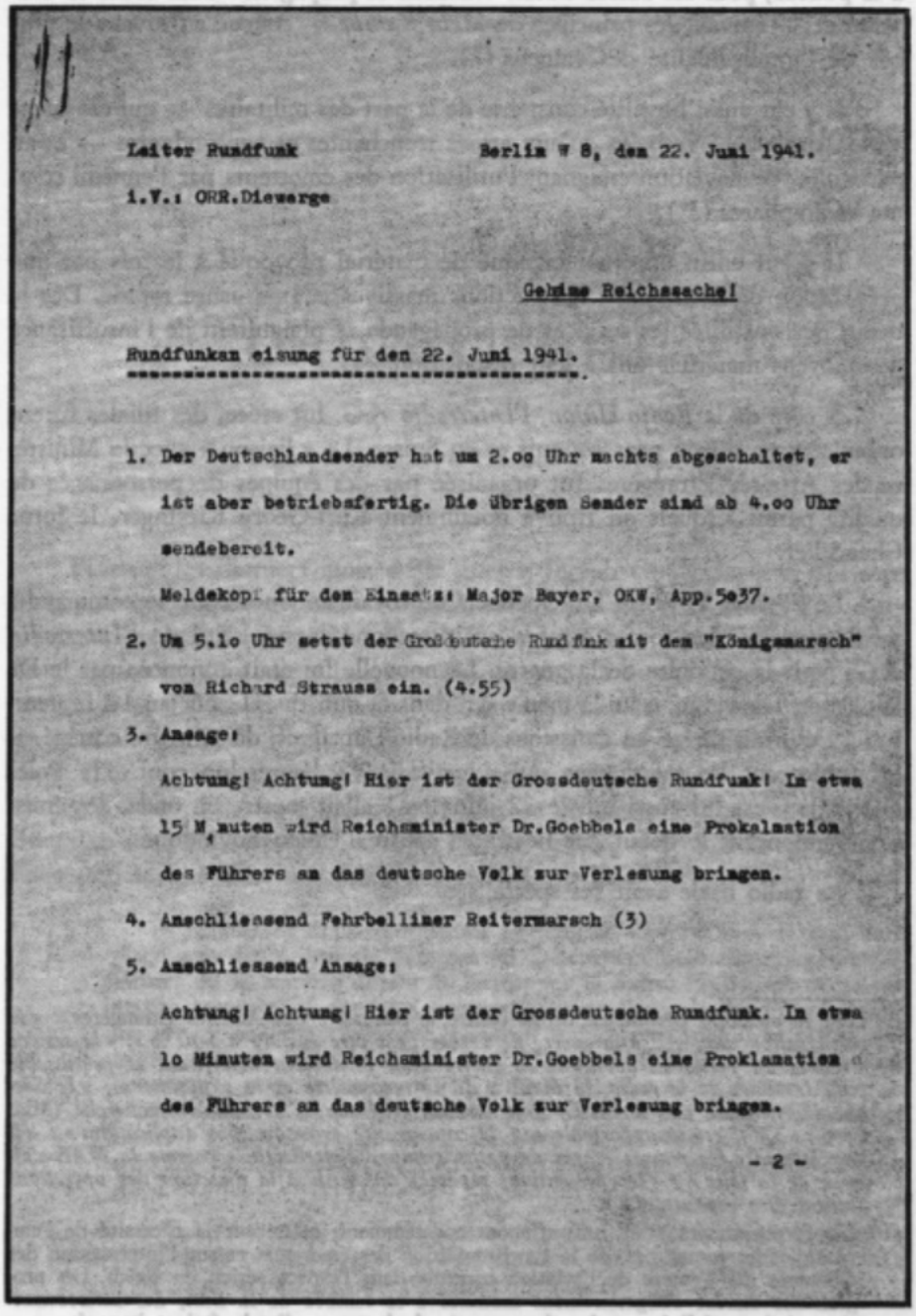
L'indépendance apparente laissée aux radios nationales et aux gouvernements nationaux des pays vaincus ne servirait qu'à les rendre plus crédules. Le *Führerprinzip* était transposé sur le plan des nations.

Etaient prévus les développements techniques auxquels on a assisté depuis avec la modulation de fréquence et les ondes ultra-courtes. Etait prévue également la récompense en temps de paix de ceux qui auraient bien mérité de la radio nazie en temps de guerre.

Mais les projets du trio de la radiodiffusion furent réduits à néant par la résistance britannique, par la non-conclusion d'une paix séparée avec la France, par la prolongation des hostilités et le retournement de la situation.

De plus, les services de radio du Dr Goebbels allaient constamment avoir à lutter contre la concurrence sourcilleuse des services de von Ribbentrop.

(8) Mémoire du Dr Berndt, Ministerialdirigent en date du 26 octobre 1942 sous le titre « Krieg in Aether ».



Leiter Rundfunk Berlin W 8, den 22. Juni 1941.

i.V.: ORR.Diewerge

Geheime Reichssache!

Rundfunkan eisung für den 22. Juni 1941.

1. Der Deutschlandsender hat um 2.oo Uhr nachts abgeschaltet, er ist aber betriebsfertig. Die übrigen Sender sind ab 4.oo Uhr sendebereit.

   Meldekopf für den Einsatz: Major Bayer, OKW, App.5e37.

2. Um 5.1o Uhr setzt der Großdeutsche Rundfunk mit dem "Königsmarsch" von Richard Strauss ein. (4.55)

3. Ansage:

   Achtung! Achtung! Hier ist der Grossdeutsche Rundfunk! In etwa 15 Minuten wird Reichsminister Dr.Goebbels eine Proklamation des Führers an das deutsche Volk zur Verlesung bringen.

4. Anschliessend Fehrbelliner Reitermarsch (3)

5. Anschliessend Ansage:

   Achtung! Achtung! Hier ist der Grossdeutsche Rundfunk. In etwa 1o Minuten wird Reichsminister Dr.Goebbels eine Proklamation des Führers an das deutsche Volk zur Verlesung bringen.

- 2 -

6. Début des instructions données par Diewerge pour l'annonce sur antenne de la guerre avec l'Union Soviétique.

La tension entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère de la Propagande ne cessa de croître. Pour les uns, un reste de diplomatie incitait à la pudeur, pour les autres c'était vraiment la propagande dans toute sa brutalité et — suivant les principes de *Mein Kampf* — conçue au niveau le plus bas de l'intellectualité des vaincus (9).

Il y eut aussi hostilité constante de la part des militaires — qui croyaient moins aux armes verbales qu'aux armes tranchantes et contondantes — et en particulier de l'aviation craignant l'utilisation des émetteurs par l'ennemi comme radio-phares (10).

Il y eut enfin un cruel manque de matériel provoqué à la fois par une préparation déficiente, des destructions massives et une usure rapide. Dès le début des hostilités les services de propagande se plaignirent de l'insuffisance des moyens matériels mis à leur disposition (11).

A côté de la *Radio Union*, l'*Interradio A.G.* fut créée, des filiales furent organisées en divers pays conquis et en Suisse. La « liaison » avec le Ministère des Affaires Etrangères fut organisée par des équipes de personnages de qualité parmi lesquels on trouva notamment Kurt-Georg Kiesinger, le futur Chancelier.

Le 29 mai 1942, le Dr Goebbels se voyait annoncer que le commandement suprême des forces armées avait reconnu la nécessité de l'*Interradio A.G.* pour la conduite de la guerre. La nouvelle lui était annoncée par le Dr Wolfgang Diewerge, celui-là même qui dans la nuit du 31 août au 1er septembre 1939 avait dirigé les émissions de Radio-Danzig et, de sa main, corrigé en les renforçant les mensonges qui « justifiaient » l'agression contre la Pologne (12). C'est lui aussi qui le 22 juin 1941 allait mettre en ondes les émissions annonçant le début des hostilités contre l'Union Soviétique.

La radio nazie avait ses spécialistes.

---

(9) Tout le mémoire Berndt est dirigé contre le Ministère des Affaires Etrangères : *« la participation du MAE à la guerre de l'éther peut être évaluée à 5-10 % », « le service d'écoute du MAE au début de la guerre était totalement insuffisant et inutilisable pour les buts de la radio, le MAE a dû le reconnaître et le supprimer » ; « le Seehausdienst* (créé par le MAE) *doit être absorbé par le service de recherche* (Min. Prop.) *» ; « il est insupportable que la concurrence provoque des duplications » ; « il faut atteindre les masses et pas de petits groupes d'intellectuels comme le MAE s'efforce de le faire » ; « les prétentions répétées du MAE à la direction des opérations doivent être repoussées » ;...*

(10) Les forces armées et la Lufwaffe ont constamment insisté sur la nécessité de l'emploi d'ondes communes, de la synchronisation des émetteurs et sur l'interruption des émissions dès l'entrée de l'aviation ennemie dans l'espace aérien du Reich. Les programmes étaient obligatoirement modifiés à la tombée de la nuit, des interconnections étaient réalisées et des changements de longueur d'onde étaient imposés.

(11) De là notamment l'importance de la politique de la terre brûlée menée en Belgique. Cela n'empêcha pas ce pays de reconstruire clandestinement un réseau d'émetteurs qui prit son activité à mesure de la libération du territoire en 1944.

(12) Le dossier de Radio-Danzig pour la nuit du 31 août au 1er septembre contient nombre de messages échangés entre Berlin et Diewerge (envoyé à Danzig). Le manuscrit de la première émission de guerre faite à 4,45 h. du matin par Radio-Danzig est de sa main ainsi que les corrections qui accentuent la dénonciation d'une « attaque polonaise » et les buts « limités » de l'opération entreprise.